

Aucun pays n'offre l'égalité aux femmes. Selon l'indicateur du Pnud, les pays nordiques sont les moins inégalitaires.

Vittorio De Filippis publié le 18/08/1995

Emplois et salaires, charge de travail, accès aux pouvoirs politiques et économiques, santé, scolarisation: dans son rapport 1995, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) épingle la communauté mondiale pour les injustices socio-économiques dont les femmes sont victimes. A deux semaines de la quatrième conférence mondiale de l'ONU sur les femmes, qui se tiendra à Pékin du 4 au 15 septembre, le Pnud constate «qu'aucun pays ne traite les femmes à l'égal des hommes». Bien sûr, depuis une vingtaine d'années, tous les pays ont enregistré des avancées, mais les femmes vivent toujours dans un monde inégalitaire.

Pendant longtemps, les organisations internationales sont parties de l'hypothèse que le développement était un processus qui profitait à tous, quel que soit le sexe de l'individu. Remettant en cause ce présupposé, le Pnud a donc complété son «indicateur de développement humain» (IDH) fondé sur le revenu par habitant, le niveau d'instruction, et l'espérance de vie par un «indicateur sexospécifique» (ISDH), qui tient compte des différences entre les hommes et les femmes.

Sans surprise, ce nouvel indice place en tête de l'échelle mondiale quatre pays nordiques (Suède, Finlande, Norvège et Danemark) comme les plus proches de l'égalité entre les sexes. En revanche, parmi les pays nettement moins bien placés en termes d'ISDH, on compte quatre pays industrialisés: le Canada (1er rang selon l'IDH), qui glisse au 9e rang selon l'ISDH, le Luxembourg (qui perd 12 places), les Pays-Bas (- 16) et l'Espagne (- 26). L'Argentine, le Chili, le Costa Rica et plusieurs pays arabes voient également leur score baisser lorsque l'inégalité sociologique entre les sexes est prise en compte. Dans la plupart des pays rétrogradés, c'est la part des revenus du travail des femmes par rapport à ceux des hommes qui fait véritablement la différence, car elle reflète la participation nettement inférieure des femmes dans la population active et le niveau moindre de leur salaire moyen. Quant à la France, le nouveau classement lui fait gagner une place.

La suppression de l'inégalité entre les sexes n'est pas une question de revenu national, notent par ailleurs les experts du Pnud. Plusieurs pays pauvres sont parvenus à faire augmenter leur taux d'alphabétisation des femmes. Disposant de ressources limitées, mais faisant preuve d'un engagement politique résolu, la Chine, le Sri Lanka, et le Zimbabwe ont porté leur taux d'alphabétisation à 70%, voire plus. Par contraste, plusieurs pays plus riches sont à la traîne.» Nombreux sont les pays dans lesquels un engagement politique a été le moteur de l'amélioration du développement humain des femmes, malgré un manque de ressources. Par exemple, les pays ayant adopté le modèle socialiste ont fait appel à la

mobilisation sociale et politique pour réaliser des progrès rapides dans l'éducation et la santé, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, et pour mettre en oeuvre des transformations sociales visant à élargir les opportunités offertes aux femmes, estime le Pnud. Ainsi, la Chine devance l'Arabie Saoudite de 10 places dans le classement selon l'ISDH, alors qu'elle dispose d'un revenu par habitant cinq fois inférieur. La République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne et Cuba figurent parmi les pays dont le rang selon l'ISDH est nettement supérieur au rang selon l'IDH. Plus globalement, le Pnud souligne que, partout dans le monde, les femmes effectuent une journée de travail plus longue que les hommes, en raison notamment des travaux domestiques et d'utilité sociale qu'elles réalisent seules. «Un travail invisible», juge le Pnud qui dénonce également l'infériorité chronique des salaires féminins: 30 à 40% de moins que ceux des hommes! Traduits en termes financiers, cette sous-rémunération et ce travail invisible pèsent pour quelque 11.000 milliards de dollars (55.000 milliards de francs) par an (soit environ huit fois le PIB français en 1994).

Le Pnud a par ailleurs établi un indice de participation des femmes (IPF) à la vie économique et politique, sur la base du nombre de femmes élues, cadres, exerçant des professions libérales et techniques, et du niveau de revenu. Là encore, la palme revient au quatuor Suède, Norvège, Finlande, Danemark. Ce sont donc ces pays nordiques qui présentent le meilleur niveau d'utilisation par les femmes des compétences et de l'éducation qu'elles ont acquises. A la 31e position, la France est placée derrière Cuba, le Costa Rica ou encore la Chine. Certains pays en développement ont un palmarès supérieur à d'autres pays nettement plus riches en termes d'opportunités pour les femmes. Ainsi, Trinité et Tobago obtient une note de 0,53 (sur un maximum théorique de 1 qui traduit une égalité parfaite) pour la participation des femmes dans les domaines économiques et politiques, niveau supérieur à celui de la Suisse, de la Hongrie, du Royaume-Uni, de l'Espagne, du Japon et de la France.

Compte rendu du texte

Le texte du PNUD montre que **le développement ne profite pas de la même manière aux femmes et aux hommes**, même lorsque les indicateurs « moyens » (PIB, IDH) sont élevés. Pour mettre cela en évidence, le PNUD a créé un **indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH)** qui intègre les écarts entre les sexes en matière de revenus, d'emploi, de participation politique, d'éducation et de santé.

Cet ISDH modifie sensiblement le classement des pays :

- les **pays nordiques** (Suède, Norvège, Finlande, Danemark) apparaissent comme les plus proches de l'égalité femmes-hommes ;
- certains **pays riches sont rétrogradés** (Canada, Luxembourg, Pays-Bas, Espagne), car les femmes y restent nettement moins présentes dans l'emploi et moins rémunérées ;
- à l'inverse, des **pays moins riches mais volontaristes** (Chine, Sri Lanka, Zimbabwe, pays socialistes, Cuba, etc.) obtiennent un meilleur rang lorsque l'on tient compte de l'égalité entre les sexes.

Le texte insiste enfin sur le « **travail invisible** » des femmes (travail domestique et social non rémunéré) et sur la **sous-rémunération chronique** (30 à 40 % de moins que les hommes), qui représentent un manque à gagner colossal au niveau mondial. Il en conclut que **l'élimination des inégalités de genre dépend moins du niveau de richesse que de choix politiques et sociaux explicites** en faveur de l'égalité.

Problématique principale pour l'élaboration d'un sujet d'essai

1. Problématique centrale

Dans quelle mesure la prise en compte des inégalités entre les femmes et les hommes, à travers des indicateurs comme l'ISDH, remet-elle en cause l'idée selon laquelle le développement profite de façon uniforme à toute la population et ne dépendrait que du niveau de richesse d'un pays ?

2. Sous-questions directrices

1. 2.1 Les limites d'une mesure du développement « moyenne » (PIB, IDH) :

- En quoi le seul niveau de revenu par habitant et même l'IDH peuvent-ils masquer des inégalités profondes entre les femmes et les hommes ?
- Comment l'introduction d'un indicateur sexospécifique (ISDH) modifie-t-elle le classement des pays et la représentation que l'on se fait de leur niveau de développement ?

2. 2.2 Un développement humain qui reste largement inégalitaire entre les sexes :

- Quels domaines révèlent le plus fortement les inégalités (emploi et salaires, charge de travail domestique, accès aux responsabilités politiques et économiques, santé, éducation) ?
- Comment le « travail invisible » des femmes et la sous-rémunération chronique montrent-ils que le développement économique n'a pas les mêmes effets selon le sexe ?

3. 2.3 Le rôle décisif des choix politiques et des modèles sociaux :

- En quoi le cas des pays nordiques ou encore de pays moins riches mais politiquement volontaristes montre-t-il que l'égalité femmes-hommes ne dépend pas uniquement du niveau de richesse nationale ?
- Comment les politiques publiques (éducation, santé, droit du travail, représentation politique) peuvent-elles réduire ou au contraire maintenir les inégalités de genre ?

3. Proposition de sujet d'essai

En vous appuyant sur le texte du PNUD et vos connaissances, vous montrerez en quoi la prise en compte des inégalités entre les femmes et les hommes modifie notre manière de mesurer et de penser le développement. Vous discuterez notamment le rôle du niveau de richesse et celui des choix politiques dans la réduction de ces inégalités.